

L'extrême droite en Europe et la question du pouvoir

Pascal DELWIT

Depuis un quart de siècle, plusieurs partis d'extrême droite ou de la droite populiste ont opéré une percée dans leur système politique national : le Front national en France, le FPÖ en Autriche, le parti du progrès en Norvège et au Danemark, le parti populaire danois, le parti national slovaque, le Mouvement social italien-Alliance nationale, la Ligue du nord, les *Republikaner*, le NPD et la DVU en Allemagne, la liste Pim Fortuyn et le parti de la Liberté aux Pays-Bas, Ataka en Bulgarie, le parti populaire de la Grande Roumanie, le *Vlaams Belang* et le Front national en Belgique, l'Union démocratique du centre en Suisse, LAOS en Grèce...

D'un point de vue électoral, le mouvement s'est amorcé dans les années quatre-vingt et s'est approfondi dans la décennie suivante. De nombreuses formations d'extrême droite ont désormais atteint un seuil de crédibilité important. En effet, pas moins de douze partis ont déjà franchi le cap de 10% et trois d'entre eux de 20% : le FPÖ, le *Vlaams Belang*, le parti populaire danois, le Front national français, l'Alliance nationale, la Ligue du nord, le parti du progrès norvégien, les listes Pim Fortuyn, *Samobroona* en Pologne, le parti de la Grande Roumanie, le parti national slovaque et l'Union démocratique du centre (voir tableau 1).

Cette (ré)émergence et ce développement ont suscité une attention très soutenue de la communauté scientifique, et nombre de travaux ont été depuis lors consacrés à ce fait politique et partisan nouveau. Les axes de recherche relatifs aux partis ou à la famille d'extrême droite sont nombreux.

L'un des premiers angles d'approche est sans doute le plus controversé. Il concerne la qualification même des nouveaux partis qu'il est possible de classer à la *droite de la droite*.

En la matière, l'éventail se décline sous des formes très variées. Tour à tour, les termes de néo-fasciste, fasciste, nouvelle droite, populiste, de droite extrême,

Italie	1983	1987	1992	1994	1996	2001	2006
AN (MSI)	6,8	5,92	5,36	13,48	15,66	12,02	12,18
<i>Fiamma tricolore</i>					0,91	0,39	0,60
Alternative sociale			8,66	8,62	10,07	3,94	0,68
Ligue du nord							4,58
Norvège	1981	1985	1989	1993	1997	2001	2005
FRP	4,46	3,72	13,04	6,28	15,3	14,64	22,05
Pays-Bas	1981	1982	1986	1989	1994	1998	2002
LPF							17,00
PVV							0,21
CD					2,46	0,61	5,89
Pologne	1991	1993	1997	2001	2005		
<i>Samobronna</i>				10,20	11,41		
Roumanie	1990	1992	1996	2000	2004		
PRM		3,89	4,46	19,40	12,92		
Slovaquie	1996	1998	2002	2006			
SNS	5,40	9,07	3,33	11,73			
Suisse	1983	1987	1991	1995	1999	2003	
UDC	11,07	11,02	11,88	14,90	22,5	26,73	

d'extrême droite voire d'eurosceptique ont été utilisés pour définir et approcher ces formations politiques en développement depuis le début des années quatre-vingt. Au-delà même des divergences d'interprétation sur la meilleure qualification pour traiter de ces partis, de nombreuses divergences se donnent à voir sur des termes identiques. Le seul terme de populisme renvoie à de très nombreux développements. Traitant récemment de ces problématiques, Cas Mudde (2003 : 2) intitule significativement son premier chapitre « *Defining the undefinable* ».

Cet ouvrage n'a pas vocation de trancher cet important débat. Les auteurs qualifient de manière différente les partis qu'ils traitent dans une approche monographique ou comparée. Dans ce livre consacré à la relation de l'extrême droite au pouvoir, Frólich et Reinsmann estiment ainsi important de distinguer une nouvelle famille de partis de la droite populiste de l'extrême droite, dont un des traits marquants serait justement une posture anti-système pleinement assumée.

Une deuxième problématique cruciale relative à l'extrême droite contemporaine renvoie à la relation avec la période de l'entre-deux-guerres. S'inscrit-on dans un paradigme de la continuité ou, au contraire, de la rupture ?

L'idée d'un profil idéologique et programmatique nouveau de l'extrême droite contemporaine vis-à-vis de la configuration fasciste des années trente a sans doute été la plus développée par Piero Ignazi (2003 : 2), qui l'épingle d'emblée dans son ouvrage de référence sur les partis d'extrême droite : « *But a further, highly salient, factor refers to the different « nature » of the contemporary right-extremist parties. The extreme right parties of the 1980s, in fact, are no longer neo-fascist parties* ». Pour le politologue italien, à côté du conservatisme et de la pensée réactionnaire, le fascisme serait une des trois facettes de droite du clivage gauche-droite. Dans le contexte de l'entre-deux guerres, le fascisme aurait attesté de la difficulté du processus de civilisation et du besoin de solutions utopiques pour reconstruire une communauté spirituelle nouvelle après la première guerre mondiale et la révolution bolchévique d'octobre 1917. Mais, observe Ignazi (2003 : 19), dans le renouveau de l'extrême droite contemporaine, le fascisme n'est pas la « référence mythique » ni des partis, ni des électeurs. Ce point de vue de vue, partagé par Merkl et Weinberg (2003 : 4), est essentiel car il nécessite des bases nouvelles de compréhension et d'analyse sur cette *famille de partis*. Toutefois Art (2006) invite à la prudence. Selon lui, les succès du FPÖ, notamment son résultat historique de 1999, doivent se comprendre dans la relation de l'Autriche à son passé nazi.

Mais peut-on vraiment parler de « famille » ? La question n'est pas simple dans la mesure où le concept de *famille de partis* n'a pas nécessairement été largement développé dans la littérature scientifique (Von Beyme, 1985). Dans la plupart de ses travaux, Daniel-Louis Seiler (2003) l'a intimement associé à un positionnement identique sur les clivages fondamentaux de Rokkan et Lipset (1967). Surgit alors une autre difficulté : où classer les partis d'extrême droite parmi les versants des quatre clivages ? La question ne trouve pas de réponse évidente. Pour d'autres, il est possible de mettre en évidence de larges éléments communs aux différents partis d'extrême droite. Ainsi, Hagvet (1994 : 242) a isolé huit traits communs aux formations d'extrême droite contemporaines :

- (a) le rejet du gouvernement représentatif et des valeurs démocratiques,
- (b) la dimension populiste de tous les partis concernés,
- (c) la valorisation de la nation,
- (d) leurs postures ethnocentristes,
- (e) le pessimisme culturel qu'ils propagent envers la société moderne,
- (f) la promotion des thématiques *law and order*,
- (g) la valorisation de la violence,
- (h) leurs côtés tout à la fois anti-communiste et anti-libéral.

Dans une contribution récente, Rydgren (2005 : 415) soutient aussi la perspective d'une nouvelle famille de partis sur la base d'éléments communs : « *The prevailing answer to why Extreme Right-Wing Populist Parties emerged as a party family during the 1980s and 1990s is that the postindustrialization of Western European countries both undermined the salience of the economic (class) cleavage and created new « loser » groups susceptible to a political message combining cultural protectionism, xenophobic welfare chauvinism, a populist critique of « the establishment » and a reactionary call for returning to the « good old values of yesterday »* ».

Un troisième axe de réflexions renvoie aux raisons du phénomène. Pourquoi donc assistons-nous à une (re)naissance de partis d'extrême droite ou de la droite populiste ? De très nombreuses recherches ont été consacrées à cette problématique. Eatwell (2003) a synthétisé dix théories explicatives relatives à l'émergence de l'extrême droite. Cinq théories explicatives sont articulées sur l'offre et cinq autres sur la demande.

Au registre de la demande, la première raison renvoie aux nouveaux courants de la sociologie électorale et à l'importance qu'ils accordent aux *one single issues*. Les partis d'extrême droite seraient les réceptacles du rejet de l'immigration, des demandeurs d'asile ou, dans une perspective plus globale, de l'islam. Cette problématique serait désormais discriminante dans le chef de certaines catégories électorales. Dans le cas français, Nonna Mayer (1997 : 18) a élargi cette thèse en suggérant l'émergence d'un nouveau clivage idéologique, « opposant un universalisme humaniste, postulant l'égalité, la solidarité des êtres humains et leur dignité intrinsèque, à un anti-universalisme de repli, antieuropéen, autoritaire et xénophobe, qui est essentiellement l'apanage de l'électorat lepéniste et transcende le traditionnel clivage gauche-droite ».

Cette thématique est fréquente dans la rhétorique de nombreuses formations d'extrême droite et se donne à voir comme une problématique centrale dans le chef de larges composantes de son électorat. Pour autant, elle ne semble pas exclusive, d'un point de vue tant électoral que programmatique. Analysant dans une approche comparée la thèse du « *one single issue* » pour les partis d'extrême droite, Mudde (1999 : 192) infirme cette hypothèse de travail : « *The foregoing analysis clearly shows that the single-issue party thesis does not hold for Extreme Right Parties and the immigration issue* ».

Un deuxième axe se fixe sur les développements de l'anti-politique, de la montée de la défiance envers la démocratie et les partis gouvernementaux (*mainstream parties*) ou, de manière plus optimiste, de l'indifférence.

La croissance de l'abstention serait un révélateur puissant de ces postures de retrait et de rejet de la vie politique et sociale, de même que la chute de l'adhésion aux partis politiques, dont Wattenberg (2002) juge qu'elles sont étroitement corrélées. La chute de l'adhésion aux partis politiques a été mise en évidence de façon alarmiste par Mair et van Biezen (2001: 6) : « *What we see here now, however, when extending these data through to the end of the 1990s is not only an accentuation of this decline in membership relative to the electorate, but also, for the first time, a strong and quite consistent decline in the raw numbers themselves* ». Même s'il faut rester prudent dans les évidences, il n'en reste pas moins que plusieurs anciens partis d'intégration sociale n'apparaissent plus aujourd'hui comme des *partis-communautés* (Delwit, 2005), capables de mobiliser les adhérents et les militants pour la promotion de leurs objectifs et de leurs revendications et les électeurs pour accéder aux responsabilités gouvernementales (Scarrow, 1996).

Dans le champ électoral, le mouvement de retrait de la participation électorale (Delwit, 2007) est avéré et a été particulièrement puissant dans les années quatre-vingt-dix. Le problème fut perçu comme tellement alarmant que certains ont alors proposé des solutions radicales. A l'instar d'Arend Lijphart (1997) qui n'hésita pas à promouvoir, à contre-courant, l'adoption généralisée du vote obligatoire comme mécanisme institutionnel à même de répondre à l'affaîssement de la participation électorale et à l'approfondissement de l'inégalité sociale devant le vote qu'il générerait.

Bref, c'est la participation politique dans ses formes les plus conventionnelles qui semble aujourd'hui mise à mal sinon déstructurée. Pour Linz (2004 : 56), nous assisterions même « à une perte de confiance généralisée dans les organisations partisans et à une marginalisation progressive de l'engagement politique ». Observant ces tendances, Pippa Norris (2002) les range effectivement dans une perspective de recul des formes conventionnelles de la participation. En revanche, elle se montre plus nuancée sur l'idée d'un recul d'ensemble de la participation, suggérant davantage une « évolution, une transformation et une réinvention de l'engagement civique ».

La troisième registre d'explications renvoie aux ruptures des liens sociaux et des identités collectives historiques : les liens de classe ou les communautés de religion. Dans la foulée de Gauchet, Ornières (2005) parle même d'une sortie de la religion dès lors qu'elle cesserait de structurer la politique et la société. L'insécurité sociale (Castel, 2003) s'érigerait en norme et affecterait les comportements sociaux et politiques des jeunes générations. Le désenchantement du monde conforterait les replis.

La quatrième voie renvoie à la thèse de la contre-révolution silencieuse. Celle-ci a été avancée la première fois par Piero Ignazi (1992). En réaction à l'émergence du post-matérialisme issu de la révolution silencieuse et aux développements de la *New Politics* (Kriesi & Van Praag, 1987 ; Poguntke, 1987), les partis d'extrême droite incarneraient la montée en puissance d'une contre-révolution silencieuse en ayant saisi l'opportunité d'un processus de radicalisation et de polarisation anti-système, non contrôlable et non contrôlé par les partis conservateurs ou néo-conservateurs, dont l'essence s'est révélée d'autant plus importante qu'il a été concomitant avec la saillance de plus en plus forte des problématiques relatives à l'immigration et aux questions sécuritaires (Ignazi, 1992 : 24).

Evoquant la présence de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle française d'avril 2002, Robert Castel (2003 : 50) rapporte ce résultat au sentiment d'abandon éprouvé par de larges segments de l'électorat : « Sociologiquement, c'est essentiellement une réaction « poujadiste », entretenue par un sentiment d'abandon et par le ressentiment à l'égard d'autres groupes et de leurs représentants politiques qui tirent les bénéfices du changement en se désintéressant du sort des perdants ».

Enfin, la frustration relative dans le champ des intérêts économique serait une cinquième voie explicative des succès de l'extrême droite.

Pour ce qui a trait aux théories liées à l'offre, cinq ordres d'explications sont aussi synthétisés par Eatwell.

Le premier est relié à la structure des opportunités politiques : les partis d'extrême droite auraient trouvé un créneau politique lié au recentrage tendanciel des partis gouvernementaux et à leur incapacité à répondre efficacement aux préoccupations majeures des segments électoraux : les questions de l'emploi et du chômage, et celles de l'insécurité des biens et des personnes.

Dans cette optique, des données d'ordre institutionnel tantôt freineraient, tantôt favoriseraient l'émergence et le développement de partis d'extrême droite. Les deux contraintes les plus citées sont les lois de financement public des partis, plus ou moins ouvertes, et le mode de scrutin. Dans le domaine des modes de scrutin, Carter (2005 : 158) a fortement nuancé l'impact de la contrainte institutionnelle sur les performances électorales de l'extrême droite : « *The lack of a clear relationship between the electoral formula used and the right-wing extremist party vote is somewhat surprising. Especially remarkable is the fact that, in term of right-wing extremist party success, no difference emerges between countries which employ majoritarian formulae and those that make use of proportional ones, even though, (...) when all electoral systems are considered together, the formulae is deemed to be the most important determinant of proportionality. The finding (...) raises serious doubts over the validity of the common assumption made by proponents of majoritarian electoral systems that proportional electoral systems promote extremism* ». Observons néanmoins que, pour les partis d'extrême droite, l'accès à la représentation parlementaire n'est possible que dans les pays pratiquant un mode de scrutin proportionnel, singulièrement lorsque la magnitude est élevée.

Un deuxième axe renvoie aux effets de médiatisation. Les partis d'extrême droite bénéficieraient des transformations dans la couverture médiatique des faits politiques et des questions de société. La médiatisation articulée sur l'événementiel ou le fait divers dans une optique catastrophiste serait du pain béni pour les acteurs des droites extrêmes ou, plus largement, pour les formations d'essence populiste.

Un troisième ordre d'explications relie les développements de l'extrême droite avec la promotion de dimensions d'ordre national(iste) et de soutien à la grandeur nationale, dans un cadre national (France, Danemark, Suisse, ...) ou régional (Flandre en Belgique, Padanie en Italie). Cette configuration a conduit nombre de partis d'extrême droite à endosser une posture d'essence eurosceptique. Pour Taggart (1998 : 382) néanmoins, ce positionnement est plutôt relié à leur dimension périphérique dans le système politique.

Une quatrième voie concerne les dimensions programmatiques. La relation au programme renverrait à deux pistes. Les formations politiques d'extrême droite auraient, à l'instar des autres partis, un programme cohérent et un profil idéologique affirmé mais celui-ci n'aurait qu'un impact mineur sur les performances électorales et les raisons du vote d'extrême droite car, et c'est le deuxième aspect, les partis d'extrême droite s'inscriraient en permanence dans une approche de type populiste, qui vise à s'emparer de thèmes *porteurs* pour l'électorat, peu voire pas abordés par les partis gouvernementaux.

Enfin, le dernier grand facteur explicatif relatif aux développements de l'extrême droite en Europe serait relié au *charisme* de leur leader. Certes l'affirmation individuelle du leadership n'est pas l'apanage des partis d'extrême droite et c'est un phénomène de plus en plus important, mais il serait particulièrement saisissant pour les formations des droites extrêmes : Jean-Marie Le Pen en France (Mayer, 1999 : 182), Filip De Winter en Flandre, Jörg Haider en Autriche, Pia Kjaersgaard au Danemark... Lubbers, Gijsberts et Scheepers (2002 : 371) isolent cette dimension comme une des caractéristiques conduisant au succès d'un parti d'extrême droite dans un système politique : « *One of the most important conclusions of this research is that political factors are of major importance in explaining extreme right-wing support. Extreme right-wing parties that have favourable party characteristics (like a charismatic leader, a well organized party and a active cadre) are much more successful in national election than parties which lack these* ».

L'extrême droite, les institutions et le pouvoir

Pour autant, l'objet du présent ouvrage n'est pas vraiment de se concentrer sur ces problématiques. Celles-ci sont certes cruciales mais elles ont déjà connu des développements essentiels dans la littérature scientifique. Il s'agit bien plutôt d'envisager les relations des partis d'extrême droite aux institutions de la démocratie représentative et singulièrement au pouvoir exécutif. Comment les partis d'extrême droite appréhendent-ils l'hypothèse du pouvoir, l'exercice des responsabilités exécutives à l'échelle nationale ou à un niveau subnational, et quels impacts possibles peut-on isoler lorsque la prise de responsabilité exécutive est endossée ?

Pourquoi cette problématique à ce moment ? Pour une raison somme toute assez simple. L'entrée de formations d'extrême droite dans certains exécutifs nationaux et régionaux a frappé les imaginations depuis la fin des années quatre-vingt-dix. En France, en Italie, en Autriche, en Slovaquie, en Suisse, au Danemark, un parti d'extrême droite a accédé à des responsabilités exécutives ou soutenu un gouvernement minoritaire. Le fait est suffisamment nouveau et marquant pour s'y intéresser et mettre en évidence les conditions et les impacts de cette situation politique inédite en Europe.

En même temps, ce fait politique saillant ne doit pas occulter l'incapacité de certains partis d'extrême droite à atteindre ce stade dans leur empan de vie (Pedersen, 1981). Examinant cinq configurations (en Autriche, en Belgique, en France, en Italie et au Danemark), de Lange tente d'isoler les éléments permettant de saisir le succès ou l'échec des partis d'extrême droite à atteindre ce stade de leur vie politique. Dans cette perspective, un des éléments clé est la définition des ou de l'objectif primaire (Harmel

& Janda 1994). Les partis d'extrême droite se fixent-ils comme premier objectif la participation aux responsabilités gouvernementales ? Acceptent-ils d'endosser une posture d'*office-seeking*, éventuellement au détriment d'une stratégie de *vote-seeking* (Muller & Strom, 1999) ? Endossent-ils aussi une posture ouverte au compromis et donc plus centripète ? Pour de Lange, la réponse à ces questions détermine largement l'ouverture ou la fermeture des portes du pouvoir pour le parti d'extrême droite. En la matière, les choix, les désirs et la volonté politique ou, au contraire, l'ambiguïté, les hésitations voire le refus seraient capitaux.

La détermination des objectifs primaires n'est toutefois pas la seule variable. Examinant, la relation du Front national belge à la question du pouvoir, Delwit révèle qu'on ne décèle ni choix, ni désir, et encore moins de volonté politique dans un sens... ou l'autre. Formation peut-être atypique, le Front national belge ne semble, comme organisation, n'avoir aucun but précis et ne se donne, en conséquence, aucun moyen spécifique pour y parvenir. Cette étrangeté renvoie à la délicate question des sources du vote pour un parti d'extrême droite. Pourquoi voter pour un tel parti ?

Quel peut-être l'impact des participations gouvernementales sur les différentes facettes du parti ? La question n'est pas anodine. Dans l'évolution des modifications des formes organisationnelles des partis, le rapport aux institutions et au pouvoir est devenu déterminant. Katz et Mair (2002) insistent sur l'ascendance de plus en plus nette du « *party in public office* » face aux deux autres niveaux de la vie des partis : le *party on the ground* et le parti *at central office*, posant même un jugement radical en la matière : « *All of this might well lead to the hypothesis that, with few exceptions, the modern mainstream parties have now been transformed simply into parties in public office, and that other faces of the party are withering away* ». Qu'en est-il plus particulièrement pour les formations d'extrême droite ?

Sur cette question spécifique, Ivaldi s'interroge sur l'importance du facteur personnel dans le rapport ambivalent du Front national français à la question du pouvoir. Les participations aux exécutifs régionaux et municipaux des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix n'ont-elles pas mis en porte-à-faux les choix voire le *leadership* de Jean-Marie Le Pen sur le Front national ? Faut-il y voir la posture plus isolationniste à la charnière des années quatre-vingt et deux mille ? Philippe Secondy rejoint cette analyse tout en mettant en évidence les impacts profonds de ces participations : accroissement, occasionnel, de la légitimité et de la crédibilité du parti, augmentation de sa *notabilisation* et ralliement à ses thèses de « professions respectables » et d'un électorat « souvent issus des couches juvéniles ».

L'ambivalence n'est pas propre au FN français. Lucardie et Voerman suggèrent une relation d'amour-haine dans le chef du parti populiste créé par Pim Fortuyn même si les listes Pim Fortuyn (LPF) se donnaient indubitablement à voir, en avril 2002, comme un « *office-seeking party* ». L'assassinat de Fortuyn et la courte expérience du pouvoir (avril 2002-janvier 2003) des LPF n'auraient pas permis de creuser cette dynamique d'amour-haine.

Avant même la participation au pouvoir, l'*institutionnalisation* était déjà avancée et avérée dans le chef d'un certain nombre de partis. Dechezelles, Fella et Ruzza constatent ainsi le processus engagé par l'Alliance nationale depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, visant à construire un grand parti conservateur moderne,

dégagé des oripeaux de l'essence post-fasciste de l'ancien Mouvement social italien. Cet exemple de conversion centripète n'est cependant pas automatique. En attestent, en miroir, les évolutions centrifuges et anti-système de partis comme la Ligue du nord. Sous la conduite d'Umberto Bossi, la Ligue du nord a opéré un processus de radicalisation centrifuge après son accession aux responsabilités gouvernementales, en 1994 puis en 2001. L'évolution de son rapport à l'Union européenne est éclairante en la matière. En mars 2002, le leader de la Ligue du nord n'avait pas hésité à déclarer : « L'Europe est le nouveau fascisme et nous ferons de la résistance civile »¹.

Le cas suisse ne corrobore pas plus l'institutionnalisation du parti. Au contraire, comme l'épinglent Mazzoleni et Skenderovic, l'Union démocratique du centre endosse de plus en plus une posture anti-système, tout en exerçant les responsabilités gouvernementales.

En Roumanie, si le parti de la Grande Roumanie a échoué à pénétrer les arènes du pouvoir, l'ambition est bien réelle d'atteindre cet objectif. L'analyse de Soare l'atteste. Le parti s'est même renommé pour se départir d'une image sulfureuse. Il est devenu le parti *populaire* de la grande Roumanie ambitionnant un temps de s'ouvrir les portes de l'une ou l'autre fédération européenne de partis à même de le qualifier et de le légitimer comme formation de gouvernement. C'est que la question de l'action et de la légitimation à l'échelon politique européen est devenue essentielle. Sur cette question, son incapacité à rejoindre une fédération européenne de partis ou un groupe au Parlement européen respectables l'a amené à être un des membres fondateurs d'un nouveau groupe classé à l'extrême droite, Identité, tradition, souveraineté, mis sur les fonts baptismaux en janvier 2007.

La participation au pouvoir induit-elle des transformations voire des bouleversements identitaires dans le chef des adhérents et des formes de militance ? « A-t-elle huilé ou au contraire grippé les engagements et les fidélités partisans », s'interroge Stéphanie Dechezelles dans sa contribution sur l'extrême droite italienne ? A travers quelques exemples, elle montre la perturbation que peut générer la transformation du statut du parti pour certains militants, ou en certaines circonstances, les capacités d'adaptation des adhérents à ce processus d'institutionnalisation.

Le rapport aux autres partis n'est pas moins essentiel. Quelles sont les réactions des formations politiques partenaires et adversaires des partis d'extrême droite considérés ? Sur cette question, aucune évolution uniforme n'est observée. Aux Pays-Bas (Lucardie & Voerman) et au Danemark (Bryder), les thèmes mis à l'avant-plan par les partis d'extrême droite percolent dans les programmes et les attitudes des partis gouvernementaux. La donnée sera d'autant plus manifeste que ces thèmes puisent à des racines anciennes, comme le met en lumière Bryder dans le cas danois. Mais des mouvements de réaction sont aussi possibles comme en attestent le recentrage observé en Belgique francophone dès la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix (Delwit).

L'extrême droite au pouvoir influence-t-elle les politiques publiques des gouvernements ? Aucune réponse simple ne se dégage, même si les analystes des cas danois et autrichien conduisent à plutôt répondre positivement à cette question générale, singulièrement sur les problématiques sécuritaires. Mais le propos de Christophe Bouillaud, qui a analysé la législation italienne sous le deuxième

gouvernement Berlusconi, est pour le moins nuancé. En effet, l'action législative et exécutive du gouvernement Berlusconi est d'abord et avant tout marquée du sceau du néo-libéralisme. En revanche, sur les questions sécuritaires, migratoires ou des rapports aux institutions, on serait loin de la coupe aux lèvres et d'une « révolution par la loi ».

Quel est enfin l'impact électoral et organisationnel des participations au pouvoir des partis d'extrême droite ? Dans leur contribution, Frolich et Reinsmann confirment la grande difficulté pour un *nouveau* parti d'exercer le pouvoir. Pour les partis d'extrême droite, le dilemme d'assurer simultanément une dimension populiste et l'exercice des responsabilités gouvernementales est régulièrement complexe (Dézé, 2004). Nous l'avons mentionné, au plan organisationnel, elle peut introduire des tensions entre les pôles *institutionnel* et de l'appareil du parti. De la sorte, Jean-Marie Le Pen a eu maille à partir avec certains maires trop « envahissants » dans le débat interne ou dans les sphères médiatiques. L'ancien maire FN de Toulon, Jean-Marie Le Chevalier, Daniel Siémonpieri, maire de Marignane, ou Jacques Bompard, maire d'Orange, ont abandonné le parti en conflit avec son leader historique. Plus marquante encore aura été la rupture entre Jean-Marie Le Pen et son numéro deux, Bruno Mégret, en désaccord sur la stratégie du parti après les élections régionales de 1998 et le soutien externe du FN à des mandataires de la droite pour emporter la présidence dans cinq régions (Delwit, De Waele & Rea, 1998). En Italie, après que Fini eut traité le fascisme de « mal absolu » et de « chapitre honteux » de l'histoire d'Italie le régime mussolinien, l'Alliance nationale avait vu le départ d'Alessandra Mussolini, fondatrice d'un nouveau parti, Alternative sociale. Et en Autriche, le parti a subi le départ de son leader historique et la création d'un parti concurrent.

Sous l'angle électoral, on ne peut pas relever une seule réalité relativement à l'exercice des responsabilités. Le parti populaire danois et le parti du progrès danois se sortent bien de leur soutien extérieur aux gouvernements minoritaires de droite. Plus significative encore est la performance électorale de l'Union démocratique du centre suisse, traitée par Mazzoleni et Skenderovic. Emmené par Christoph Blocher, le parti a réussi à combiner radicalisation, participation gouvernementale et amélioration sensible de ses résultats électoraux. De même, l'Alliance nationale italienne n'a pas non plus encouru de revers électoraux notables suites à ses participations au pouvoir, ni en 1996, ni en 2006.

Mais il existe des contre-exemples. Aux Pays-Bas, après avoir pris part au premier gouvernement Balkenende, les listes Pim Fortuyn ont enregistré un sévère recul au scrutin national de janvier 2003. Le parti ne s'en est jamais remis et a subi le coup de grâce aux élections nationales de 2006, au terme desquelles il a perdu toute représentation parlementaire. Le cas du FPÖ est plus complexe. En 2002, l'extrême droite autrichienne avait subi un recul spectaculaire, passant de vingt-sept à dix pour cent. Mais quatre ans plus tard, en dépit du départ de Jörg Haider et de l'établissement du nouveau parti (*Bundnis Zukunft Österreich*, BZÖ), le FPÖ a quelque peu amélioré ses positions. Et si l'on additionne les scores du FPÖ et du BZÖ, le pourcentage de l'extrême droite autrichienne passe à 15,2 % (28 sièges). La participation gouvernementale n'est donc pas nécessairement pénalisante pour le parti.

Bibliographie

- Art, D. (2006), *The Politics of the Nazi Past in Germany and Austria*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Carter, E. (2005), *The extreme right in Western Europe. Success or failure ?*, Manchester : Manchester University Press.
- Castel, R. (2003), *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris : Seuil.
- Delwit, P. (2007), « L'introuvable électeur ? La participation électorale en Europe depuis 1945 », in Hasting, M. & De Waele, J.-M. (éd.), *Le vote obligatoire en Europe*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Delwit, P. (2005), « European Social Democracy and the World of Members. The End of the Community Party Concept ? », in Delwit, P. (ed.), *Social Democracy in Europe*, Brussels : Editions de l'Université de Bruxelles.
- Delwit, P., De Waele, J.-M. & Rea, A. (éd.) (1998), *L'extrême droite en France et en Belgique*, Bruxelles : Complexe.
- Dézé, A. (2004), « Between adaptation, differentiation and distinction : extreme right-wing parties within democratic political systems », in Eatwell, R. & Mudde, C. (ed.), *Western democracies and the new extreme right challenge*, London & New York : Routledge.
- Hagtvet, B. (1994), « Right wing Extremism in Europe », *Journal of Peace Research*, 31, 241-246
- Harmel, R., Janda, K. (1994), « An integrated theory of party goals and party change », *Journal of theoretical Politics*, 6 : 3, 259-287.
- Ignazi, P. (2003), *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford : Oxford University Press.
- Ignazi, P. (1992), « The Silent Counter-revolution. Hypotheses on the emergence of extreme right-wing parties in Europe », *European Journal for Political Research*, 22 : 1, 3-34.
- Katz, S.K., Mair, P. (2002), « The ascendancy of the party in Public Office : Party Organizational Change in Twentieth-Century Democracies », in Gunther, R., Ramon Montero, J. & Linz J.J. (ed.), *Political Parties. Old Concepts and New Challenges*, Oxford : Oxford University Press.
- Kriesi, H., Van Praag, Ph. (1987), « Old and new politics : The Dutch Peace movement and the traditional political organizations », *European Journal of Political Research*, 15, 319-346.
- Linz, J.J. (2004), « Quel avenir pour les partis politiques dans les démocraties contemporaines ? », *Pôle Sud*, 21, 55-68.
- Lijphart, A. (1997), « Unequal Participation : Democracy's Unresolved Dilemma », *American Political Science Review*, 1997, 91 : 1, 1-14.
- Lipset, S.-M., Rokkan, S. (1967), *Party systems and voter alignments : cross-national perspectives*, New York : Free Press.
- Lubbers, L., Gijsberts, M. & Scheepers, P. (2002), « Extreme Right Wing voting in Western Europe », *European Journal for Political Research*, 41 : 3, 345-378.
- Mair, P., Van Biezen, I. (2001), « Party membership in twenty European Democracies, 1980-2000 », *Party Politics*, 2001, 7 : 1, 5-21.
- Mayer, N. (1999), *Ces Français qui votent FN*, Paris : Flammarion.
- Mayer, N. (1997), « Introduction », in Boy, D., Mayer, N., *L'électeur a ses raisons*, Paris : Presses de sciences po.
- Merkel, P.-H., Weinberg, L., (2003), « Introduction », in Merkel, P.-H., Weinberg, L. (éd.), *Right-Wing Extremism in the Twenty-first century*, Londres : Frank Cass.
- Mudde, C. (2003), « The populiste Zeitgeist », *Government and Opposition*, 39 : 4, 542-563.
- Mudde, C. (1999), « The single-issue Party Thesis : Extreme Right Parties and the Immigration Issue », *West European Politics*, 22 : 3, 182-197.
- Muller, W.C., Strom, K. (1999), *Policy, office, or votes ? : how political parties in Western Europe make hard decisions*, New York : Cambridge University Press.

- Ormières, J.-L. (2005), *L'Europe désenchantée. La fin de l'Europe chrétienne ? France, Belgique, Espagne, Italie, Portugal*, Paris : Fayard.
- Pedersen, M. (1981), « Towards a new typology of party lifespans and minor parties », *Scandinavian Political Studies*, 1, 1-16.
- Poguntke, T. (1987), « New Politics and Party Systems : The Emergence of a New Type of Party », *West European Politics*, 10 : 1, 76-88.
- Rydgren, J. (2005), « Is extreme right-wing populism contagious ? Explaining the emergence of a new party family », *European Journal of Political Research*, 44 : 3, 413-437.
- Seiler, D.-L. (2003), *Les parties politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*, Paris : Ellipses.
- Scarrow, S.E. (1996), *Parties and their members. Organizing for victory in Britain and Germany*, Oxford : Oxford University Press.
- Taggart, P. (1998), « A touchstone of dissent : Euroscepticism in contemporary West European party systems », *European Journal of Political Research*, 33 : 3, 363-388.
- Von Beyme, K. (1985), *Political Parties in Western Europe*, Aldershot : Gower.
- Wattenberg, M.P. (2002), « The decline of Party Mobilization », in Dalton, R.J., Wattenberg, M.P. (ed.), *Parties Without Partisans Political Change in Advanced Industrial Democracies*, Oxford : Oxford University Press.

Note

¹ *La Libre Belgique*, 5 mars 2002.